



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/711
7 novembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
Point 126 de l'ordre du jour

COORDINATION ADMINISTRATIVE ET BUDGETAIRE ENTRE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES ET LES INSTITUTIONS SPECIALISEES AINSI QUE
L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires

I. INTRODUCTION

1. Conformément à son mandat 1/, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires s'est entretenu en 1989 avec les chefs de secrétariat (ou des hauts fonctionnaires les représentant) des organisations ci-après, dont le budget, en vertu des accords conclus avec l'Organisation des Nations Unies, est communiqué à l'Assemblée générale pour examen : l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Trois organisations - l'Union postale universelle (UPU), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) - ont fourni les données requises par correspondance.

2. Le Comité consultatif remercie les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et de l'AIEA du concours qu'ils lui ont apporté à l'occasion de l'établissement du présent rapport.

3. Aux paragraphes 5 et 6 du rapport sur la coordination administrative et budgétaire qu'il a soumis à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session (A/36/641), le Comité consultatif a recommandé un système de présentation de rapports suivant un cycle biennal, en vertu duquel il soumettrait ses rapports détaillés sur les budgets des institutions spécialisées et de l'AIEA tous les deux ans à partir de 1982; les années impaires, ses rapports ne contiendraient que

des tableaux, complétés au besoin par des études sur des sujets particuliers. L'Assemblée générale a fait sienne cette recommandation au paragraphe 5 de sa résolution 36/229 du 18 décembre 1981. Par conséquent, le rapport pour 1989 contient des tableaux où sont présentées des données comparatives concernant les institutions spécialisées et l'Organisation des Nations Unies (voir sect. II ci-après).

II. OBSERVATIONS GENERALES ET TABLEAUX COMPARATIFS

4. Le présent rapport comporte neuf tableaux où sont présentées des données comparatives sur les éléments suivants :

- A.1 Montant total des budgets ordinaires approuvés, y compris les crédits additionnels (1981-1990);
- A.2 Montant total net des contributions effectivement payables par les Etats Membres au titre des budgets ordinaires approuvés, y compris les crédits additionnels (1981-1990);
- B. Postes permanents (1988-1990), non compris les postes financés au titre des dépenses d'appui des organisations;
- C. Apport des budgets ordinaires aux activités de coopération technique (1988-1990);
- D.1 Fonds extra-budgétaires gérés par les organismes du système des Nations Unies - montants en espèces reçus à titre de contributions volontaires (1987 et 1988);
- D.2 Fonds extra-budgétaires gérés par les organismes du système des Nations Unies - dépenses (1987 et 1988);
- E. Fonds de roulement (1990);
- F. Barèmes des quotes-parts applicables à l'année 1990;
- G. Recouvrement des contributions (1988 et 1989).

5. Comme le montrent les tableaux A.1 et A.2 2/, en 1990, le montant total des budgets ordinaires (ou projets de budget) de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées (à l'exclusion du FIDA) et de l'AIEA se chiffrera à 2 306 839 721 dollars, dont 2 178 378 229 dollars seront couverts par les contributions mises en recouvrement. En outre, selon ce que décideront l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, des contributions supplémentaires seront vraisemblablement mises en recouvrement en 1990 pour l'Organisation des Nations Unies au titre des opérations de maintien de la paix; en 1989, le montant total des contributions mises en recouvrement à cette fin a été de 720,7 millions de dollars.

6. Comme il ressort du tableau B, le nombre total des postes permanents approuvés ou demandés aux budgets ordinaires des institutions spécialisées (à l'exclusion du FIDA) et de l'AIEA pour 1990 s'élève à 13 230, soit 33 postes de plus qu'en 1989, où le total était de 13 197 postes (FIDA non compris). Le nombre total des postes permanents approuvés ou demandés au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour 1990 s'élève à 10 004. Par conséquent, le nombre total des postes permanents autorisés ou demandés aux budgets ordinaires de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées (à l'exclusion du FIDA) et de l'AIEA se chiffre à 23 234 pour 1990, soit une diminution de 1 132 postes par rapport à 1989, où le total (à l'exclusion du FIDA) était de 24 366 postes.

7. Etant donné que les postes permanents ne sont pas tous pourvus 12 mois sur 12, plusieurs organisations appliquent à leurs dépenses de personnel un abattement au titre des postes vacants ou pour mouvements de personnel. Toutefois, si les postes permanents représentent toujours une bonne partie des ressources en personnel des organisations, ils n'en représentent pas la totalité. C'est ainsi que l'effectif total de la FAO ne comprend pas les représentants de cette organisation dans les pays. De plus, toutes les organisations disposent de ressources en personnel supplémentaires dont le coût est imputé sur leur budget ordinaire (par exemple postes temporaires, personnel temporaire). En sus de ces ressources, l'Organisation des Nations Unies et la plupart des institutions spécialisées comptent un nombre élevé de postes financés par des fonds extra-budgétaires. En conséquence, le nombre total de fonctionnaires en poste à une date déterminée est largement supérieur au nombre de postes permanents inscrit au budget ordinaire.

8. Le tableau ci-après donne, au 31 décembre 1988, le nombre de fonctionnaires, nommés pour un an ou davantage, occupant des postes dont le coût est imputé sur le budget ordinaire ou qui sont financés par des fonds extra-budgétaires, ainsi que le nombre total de participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Etant donné qu'étaient affiliés à la Caisse en 1988 tous les fonctionnaires nommés pour une durée de six mois ou plus, le nombre des participants à la Caisse (à laquelle l'UPU n'est pas affiliée) est supérieur au nombre total de fonctionnaires occupant des postes permanents ou des postes dont le coût est imputé sur des fonds extra-budgétaires.

Nombre de fonctionnaires

(Au 31 décembre 1988)

Organisation	Budget ordinaire	Fonds extra- budgétaires	Total <u>a/</u>	Participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies <u>b/</u>
OIT	1 506	1 224	2 730	3 098
FAO	3 138	3 605 <u>c/</u>	6 743	6 909
Unesco	2 199	615	2 814	2 908
OACI	614	444	1 058	1 067
UPU	144	25	169	<u>d/</u>
OMS	3 631 <u>e/</u>	1 586 <u>f/</u>	5 217 <u>e/ f/</u>	5 887 <u>g/</u>
UIT	659	267	926	1 076
OMM	222	132	354	380
OMI	235	99	334	344
OMPI	296	24	320	339
FIDA	211	25	236	237
ONUDI	951	649	1 600	1 727
AIEA	<u>1 627</u>	<u>131</u>	<u>1 758</u>	<u>1 865</u>
Total partiel (institutions spécialisées et AIEA)	15 433	8 826	24 259	25 837
ONU	9 728 <u>h/</u>	16 277 <u>i/</u>	26 005 <u>h/ i/</u>	28 169 <u>j/</u>
Total général	25 161	25 103	50 264	54 006 <u>k/</u>

(Voir notes page suivante)

/...

(Notes du tableau)

a/ Statistiques relatives au personnel établies au 31 décembre 1988 par le Comité consultatif pour les questions administratives.

b/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 9 (A/44/9), annexe I.

c/ Y compris les fonctionnaires du PAM.

d/ N'est pas affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

e/ Y compris 643 fonctionnaires de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

f/ Y compris 133 fonctionnaires de l'OPS.

g/ Y compris 1 186 participants à la Caisse qui sont fonctionnaires de l'OPS.

h/ Ce chiffre comprend les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies (9 278), les fonctionnaires du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) occupant des postes inscrits au budget ordinaire (249), les fonctionnaires de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Moyen-Orient (UNRWA) qui sont recrutés sur le plan international (108), les fonctionnaires de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) (45) et ceux de la Cour internationale de Justice (CIJ) (48).

i/ Ce chiffre comprend les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies (3 964), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (6 331), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (3 941), les fonctionnaires de l'Université des Nations Unies recrutés sur le plan international (120) et les fonctionnaires du HCR occupant des postes financés par des contributions volontaires (1 921).

j/ Ce chiffre comprend, outre les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies dont les postes sont imputés sur le budget ordinaire, le personnel du siège du PNUD (administrateurs et personnel local) et les fonctionnaires des bureaux extérieurs (administrateurs recrutés sur le plan international et personnel local); les fonctionnaires de l'UNICEF, de l'Université des Nations Unies et du Centre du commerce international qui sont recrutés sur le plan international et le personnel local de ces organismes; le personnel local de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) et de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et le personnel local participant au Programme d'assistance des Nations Unies pour la reconstruction et le développement du Liban;

(Suite des notes page suivante)

/...

(Suite des notes du tableau)

le personnel local des organismes suivants : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT); Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels; Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes; Institut africain de développement économique et de planification; Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme; Droit de la mer.

k/ Ce chiffre correspond au chiffre indiqué par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à l'annexe I de son rapport [Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 9 (A/44/9)].

9. Le tableau C indique l'apport des budgets ordinaires aux activités de coopération technique. Comme le montre ce tableau, l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'AIEA estiment que leurs programmes ordinaires de coopération technique se chiffrent en 1990 à un montant total de 380 116 800 dollars, dont 266 151 000 dollars au titre du budget ordinaire de l'OMS. Les budgets ordinaires de la plupart des organisations (financés par les contributions mises en recouvrement) couvrent également une partie des dépenses d'appui aux projets que les organisations exécutent pour le compte des programmes qui financent lesdits projets ou en vertu d'accords relatifs à des fonds d'affectation spéciale. Etant donné que les organisations n'appliquent pas la méthode de la comptabilité analytique d'exploitation pour déterminer ces dépenses avec précision, le montant effectif de ces apports n'est pas connu. Cependant, pour donner un ordre de grandeur, on signalera que l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'AIEA estiment qu'en 1990, le montant des dépenses d'appui aux projets qui seront imputées sur leurs budgets ordinaires représentera 125,8 millions de dollars. Dans ces conditions, les organisations estiment que les dépenses relatives aux activités de coopération technique qui seront imputées sur leurs budgets ordinaires en 1990 s'élèveront au total à 505,9 millions de dollars, ce qui représente 21,9 % du montant global desdits budgets ordinaires qui est indiqué dans le tableau A.1. Pour mémoire, le pourcentage indiqué en 1988 était de 21,8 % (voir document A/43/760, par. 10).

10. Les fonds extra-budgétaires gérés par les organismes du système des Nations Unies en 1987 et 1988 sont récapitulés dans les tableaux D.1 et D.2. Les informations concernant les contributions (tableau D.1) sont tirées du rapport du Comité des contributions 3/. Les informations concernant les dépenses financées à l'aide de fonds extra-budgétaires figurent dans le tableau D.2 et représentent, dans de nombreux cas, une mise à jour de celles qui sont présentées dans le rapport du Comité administratif de coordination sur les dépenses des organismes des Nations Unies relatives aux programmes 4/, en particulier en ce qui concerne 1988. Les chiffres figurant dans le tableau D.1 représentent les contributions versées directement aux organisations, tandis que ceux qui apparaissent dans le tableau D.2, qui couvrent à la fois les dépenses effectives et les montants estimatifs, ont été calculés sur la base des directives élaborées par le CAC; conformément à ces directives, il a été demandé aux organisations de donner les chiffres correspondant à la totalité de leurs dépenses effectives ou estimatives, étant entendu que lorsqu'une organisation finance des activités exécutées par une autre organisation, les dépenses correspondantes sont déclarées par cette autre organisation. De ce fait, les chiffres figurant dans les tableaux D.1 et D.2 ne sont pas directement comparables.

11. Le tableau E indique les montants approuvés ou proposés pour les fonds de roulement des organisations, par rapport au montant brut des crédits ouverts ou demandés pour 1990 et, le cas échéant, par rapport au montant brut des crédits ouverts ou demandés pour toute la durée de l'exercice. Comme le Comité consultatif l'avait précédemment noté au paragraphe 14 de son rapport pour 1982 (A/37/547), "les montants des fonds de roulement et la proportion qu'ils représentent par rapport aux montants bruts des budgets ne sont pas toujours directement comparables, surtout faute d'uniformité dans la façon dont chaque organisation utilise son fonds de roulement conformément à ses propres dispositions statutaires".

12. Pour toutes les organisations, à l'exception de l'OMI, les barèmes des quotes-parts applicables en 1990 sont indiqués dans le tableau F. Le barème indiqué pour l'OMI est celui de 1989.

13. Comme le montre le tableau G, le montant total de toutes les contributions non acquittées, quelle que soit l'année pour laquelle elles étaient dues, s'établissait comme suit :

	<u>30 septembre 1989</u>	<u>30 septembre 1988</u>
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)	
Organisation des Nations Unies	609 635,0	574 595,0
Institutions spécialisées et AIEA	675 169,9	580 354,6

Le total des contributions non acquittées au 30 septembre 1989 représentait 63,45 % du montant total net des contributions effectivement payables par les Etats Membres au titre de l'année 1989 (voir tableau A.2), contre 58,01 % au 30 septembre 1988 (voir A/43/760, par. 14).

Tableau A.1

Montant total des budgets ordinaires approuvés, y compris les crédits additionnels, 1981-1990 a/
(En dollars des Etats-Unis)

Organisation	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
ONU b/	569 475 900	631 260 550	631 260 550	682 373 100	682 373 100	725 270 700	725 270 700	762 763 100	762 763 100	849 649 600 c/
OIT	104 962 659	119 252 589	120 179 588	127 359 263	127 359 263	139 898 475	139 898 476	178 493 665	178 493 666	165 220 000
FAO	139 370 000	183 320 000	183 320 000	210 570 000	210 570 000	218 500 000	218 500 000	246 180 000	246 180 000	287 230 000 d/
Unesco	208 458 000	208 458 000	208 458 000	187 205 000	187 205 000	164 053 490	164 053 490	175 193 000	175 193 000	187 786 500 e/
OMS	213 645 000	234 450 000	234 450 000	260 050 000	260 050 000	271 650 000	271 650 000	304 490 000	304 490 000	326 870 000
OACT f/	23 025 000	24 262 000	26 218 000	29 141 000	30 509 000	32 349 000	30 816 000	32 105 000	33 701 000	36 726 000 f/
UPU	10 816 932	9 493 239	9 531 284	9 380 480	10 986 268	14 727 976	18 207 279	17 032 986	18 971 875	18 216 806
UIT	45 615 568	44 634 788	43 777 936	40 724 400	44 594 000	66 639 000	85 027 500	81 241 040	84 026 390	89 739 580
OMM	18 663 800	17 516 800	18 558 700	18 750 000	19 480 000	23 559 000	26 348 600	28 692 500	28 692 500	30 511 007
OMI g/	14 785 400	11 352 100	12 731 400	12 593 800	11 848 200	14 480 000	15 205 000	18 187 500	18 171 284	22 618 300 f/
OMPI	19 094 152	16 850 000	16 463 532	17 350 400	20 754 067	29 418 452	36 340 441	37 181 250	37 181 250	47 259 028 f/
FIDA	18 500 000	20 500 000	22 700 000	24 795 000	26 605 000	29 005 000	33 400 000	34 994 000	36 336 000	n.c.
AIEA	88 677 000	86 369 000	91 561 000	96 830 000	95 025 000	96 680 000	103 899 000	137 337 000	157 540 000	162 832 000 h/
ONU DI	-	-	-	-	-	57 903 402	57 903 402	77 141 721	77 141 721	82 180 900 i/
Institutions spécialisées et AIEA	905 613 511	976 458 516	987 949 440	1 034 749 343	1 044 985 798	1 160 863 795	1 201 249 188	1 368 449 662	1 396 118 686	1 457 190 121
Total général	1 475 089 411	1 607 719 066	1 619 209 990	1 717 122 443	1 727 358 898	1 886 134 495	1 926 519 888	2 131 212 762	2 158 881 786	2 306 839 721

(Voir notes page suivante)

/...

(Notes du tableau A.1)

a/ Ce tableau indique le montant des dépenses effectivement approuvées au titre des budgets ordinaires, compte tenu de tous crédits additionnels approuvés. Aucun ajustement n'a été apporté aux chiffres. Dans le cas des organisations qui ont une réserve non répartie, celle-ci n'est pas incluse dans les chiffres indiqués, de sorte que les comparaisons ne portent que sur les budgets de fonctionnement effectifs. Les montants estimatifs des dépenses au titre de l'appui à des activités extra-budgétaires sont inclus dans la mesure où ils sont intégrés au budget ordinaire. Les montants estimatifs à imputer sur le budget pour rembourser les sommes prélevées sur des comptes afin de financer des dépenses inscrites au budget ou des dépenses additionnelles autorisées sont indiqués pour la période où le remboursement est effectué. Les chiffres correspondant à des budgets biennaux ont été divisés en deux chiffres annuels égaux. Les budgets libellés en francs suisses ont été convertis en dollars sur la base du taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU à la fin de chaque année, sauf dans le cas des chiffres de 1989 et 1990, qui ont été convertis en dollars sur la base du taux pratiqué en décembre 1988. Les taux utilisés sont les suivants (en francs suisses par rapport au dollar) : 1977 - 1,17; 1978 - 1,73; 1979 - 1,60; 1980 - 1,71; 1981 - 1,76; 1982 - 2,13; 1983 - 2,18; 1984 - 2,50; 1985 - 2,09; 1986 - 1,68; 1987 - 1,36; 1988-1990 - 1,44.

b/ A l'exclusion des contributions du personnel.

c/ Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6).

d/ Montant calculé en se fondant sur un taux de change de 1 235 livres pour 1 dollar des Etats-Unis. Budget et taux de change calculés sous réserve de la décision que prendra la Conférence de la FAO en novembre 1989.

e/ Le montant proposé est soumis pour approbation à la Conférence générale à sa vingt-cinquième session (octobre-novembre 1989).

f/ Chiffres proposés.

g/ Budget ordinaire approuvé et contributions libellées en livres sterling et converties en dollars des Etats-Unis sur la base d'un taux de change de 1,72 dollar des Etats-Unis pour 1 livre sterling en 1989 et de 1,79 dollar des Etats-Unis pour 1 livre sterling en 1990.

h/ Sur la base d'un taux de change de 12,70 schillings autrichiens pour 1 dollar (en attendant que ce taux de change soit approuvé par la Conférence générale).

i/ Les montants indiqués pour l'exercice biennal 1990-1991 ont été calculés en partie en dollars et en partie en schillings sur la base d'un taux de change proposé de 12,20 schillings pour 1 dollar des Etats-Unis.

Tableau A.2

Montant total net des contributions effectivement payables par les Etats Membres au titre des budgets ordinaires approuvés
y compris les crédits additionnels, 1989-1990 a/

(En dollars des Etats-Unis)

Organisation	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
ONU	571 336 764	604 728 146	588 347 789	649 685 500	658 406 964	700 434 350	724 536 742	724 128 050	747 074 062	815 805 800 b/
OIT	94 426 509	117 136 230	122 572 715	127 359 263	127 359 263	126 557 343	126 557 343	162 413 757	194 573 574	165 220 000
FAO	135 570 000	176 190 000	176 190 000	197 290 000	197 290 000	198 000 000	198 000 000	240 320 000	240 320 000	281 230 000
Unesco	199 160 000	199 160 000	199 160 000	172 350 000	172 350 000	127 925 490	127 925 490	188 434 849	167 937 680	180 411 500 c/
OMS	211 445 000	219 950 000	219 950 000	230 300 000	230 300 000	240 755 000	240 755 000	289 990 000	276 029 000	304 381 500
ORCI	21 180 000	22 320 000	24 190 000	27 090 000	28 362 000	30 124 000	28 830 000	30 090 000	31 640 000	33 810 000 d/
UPU	10 002 415	8 700 704	8 533 257	7 455 000	9 579 904	12 727 000	16 542 221	15 616 410	15 420 323	16 937 188
UIT	34 761 756	33 585 953	35 970 137	34 167 300	35 824 600	55 736 000	67 014 360	63 492 240	64 376 960	74 092 190
OMM	18 582 800	15 666 300	14 075 100	18 750 000	19 270 000	15 769 400	23 372 361	33 482 871	28 516 771	30 511 007
OMI	14 573 600	10 808 100	11 221 400	10 653 800	10 132 479	11 918 000	12 291 000	16 087 700	17 607 812	22 247 700 e/
OMPI	9 660 234	8 568 075	8 371 560	8 011 600	9 583 254	13 561 310	16 752 206	15 833 333	15 833 333	16 619 444 d/
AIEA	81 669 000	77 344 000	81 036 000	88 786 000	87 340 000	90 570 000	95 909 000	129 137 000	148 531 000	154 931 000 f/
ONUDI	-	-	-	-	-	57 903 402	57 903 402	77 141 721	77 141 721	82 180 900 g/
Institutions spécialisées et AIEA	831 031 314	889 429 362	901 270 169	922 212 963	927 391 500	979 996 924	1 011 852 383	1 262 039 881	1 277 928 174	1 362 572 429
Total général	1 402 368 078	1 494 157 508	1 489 617 958	1 571 898 463	1 585 798 464	1 680 431 274	1 736 389 125	1 986 167 931	2 025 002 236	2 178 378 229

(Voir notes page suivante)

/...

(Notes du tableau A.2)

a/ Ce tableau indique les montants des contributions effectivement mises en recouvrement auprès des gouvernements pour financer les budgets ordinaires et toutes dépenses additionnelles. Aucune autre source de financement n'est indiquée. Dans le cas des organisations qui ont une réserve non répartie, le montant correspondant des contributions n'est pas inclus dans les chiffres indiqués. Les contributions en francs suisses ont été converties en dollars de la même façon que les budgets libellés en francs suisses (voir tableau A.1, note a/).

b/ Montant préliminaire ou proposé.

c/ Montant proposé soumis pour approbation à la Conférence générale à sa vingt-cinquième session (octobre-novembre 1989).

d/ Montant proposé.

e/ Montants proposés. Les contributions ont été libellées en livres sterling et converties en dollars des Etats-Unis au taux de 1,79 dollar des Etats-Unis pour 1 livre sterling.

f/ Au taux de change de 12,70 schillings autrichiens pour 1 dollar (en attendant que ce taux de change soit approuvé par la Conférence générale).

g/ Les montants indiqués pour l'exercice biennal 1990-1991 ont été calculés en partie en dollars et en partie en schillings sur la base d'un taux de change proposé de 12,20 schillings pour 1 dollar des Etats-Unis.

Tableau B

Postes permanents (1988-1990) non compris les postes financés
au titre des dépenses d'appui des organisations

Organisation	1988	1989	1990	Augmentation (diminution) de 1988 à 1990		Augmentation (diminution) de 1989 à 1990	
				Nombre	Pour- centage	Nombre	Pour- centage
OIT	1 254	1 254	1 254	-	-	-	-
FAO	2 391 <u>a/</u>	2 391 <u>a/</u>	2 375 <u>a/</u>	(16)	(0,7)	(16)	(0,7)
Unesco <u>b/</u>	2 081	2 082	2 073	(8)	(0,4)	(9)	(0,4)
OACI	694 <u>c/</u>	694 <u>c/</u>	679 <u>c/ f/</u>	(15)	(2,2)	(15)	(2,2)
UPU	129	129	131	2	1,6	2	1,6
OMS	2 469 <u>d/</u>	2 469 <u>d/</u>	2 461	(8)	(0,3)	(8)	(0,3)
UIT <u>e/</u>	693	695	693	-	-	(2)	(0,3)
OMM	246	246	246	-	-	-	-
OMI	254	256	257	3	1,2	1	0,4
OMPI	291	297	333 <u>f/</u>	42	14,4	36	12,1
FIDA	211	224	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
AIEA	1 714	1 739	1 749	35	2,0	10	0,6
ONUDI	945	945	979 <u>f/</u>	34	3,6	34	3,6
Total partiel (institutions spécialisées et AIEA)							
	13 372	13 421	13 230 <u>g/</u>	69 <u>h/</u>	0,5 <u>h/</u>	33 <u>i/</u>	0,25 <u>i/</u>
ONU	11 169 <u>j/</u>	11 169 <u>j/</u>	10 004 <u>k/</u>	(1 165)	(10,4)	(1 165)	(10,4)
Total général							
	24 541	24 590	23 234 <u>g/</u>	(1 096) <u>h/</u>	(4,5) <u>h/</u>	(1 132) <u>i/</u>	(4,6) <u>i/</u>

a/ Non compris les postes des bureaux des représentants de la FAO (747 postes au 30 juin 1989).

b/ Non compris les postes du personnel d'entretien approuvés par la Conférence générale, en sus du plafond des effectifs.

c/ Non compris 216 postes financés par des fonds extra-budgétaires au titre des services d'administration et d'exécution des programmes d'assistance technique.

d/ Chiffres inférieurs à ceux qui avaient été indiqués précédemment, par suite de la décision de ne pas considérer les bureaux des représentants de l'OMS situés dans les différents pays comme des "bureaux permanents".

(Suite des notes page suivante)

/...

(Suite des notes du tableau B)

e/ Non compris les postes inscrits à des comptes budgétaires spéciaux au titre de la coopération technique dont le coût est imputé sur les dépenses d'appui de l'organisation.

f/ Montants proposés.

g/ Non compris le FIDA.

h/ Non compris le FIDA pour 1990 et 1988.

i/ Non compris le FIDA pour 1990 et 1989.

j/ Comprend des postes inscrits au chapitre 3 des recettes (Activités productrices de recettes).

k/ Projet de budget-programme [Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 6 (A/44/6/Rev.1)]. Comprend des postes inscrits au chapitre 3 des recettes (Activités productrices de recettes).

Tableau C

Apport des budgets ordinaires aux activités de coopération technique, 1988-1989
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	1988			1989			1990		
	Programme ordinaire	Excédent des frais généraux effectifs sur les frais remboursés	Total	Programme ordinaire	Excédent des frais généraux effectifs sur les frais remboursés	Total	Programme ordinaire	Excédent des frais généraux effectifs sur les frais remboursés	Total
OIT	15 100	18 600	33 700	19 900	21 700	41 600	16 300	22 600	38 900
FAO	26 904	16 800	43 704	29 000	20 000	49 000	30 000	20 000	50 000
Unesco	5 019	7 600 <u>a/</u>	12 619	5 018	9 300 <u>a/</u>	14 318	7 331	9 700 <u>a/</u>	17 031
OACI	-	-	-	-	-	-	-	-	-
UPU	1 147	886	2 033	1 147	1 140	2 287	1 147	1 028	2 175
OMS	248 056	15 064 <u>b/</u>	263 120	248 056	15 064 <u>b/</u>	263 120	266 151	15 146 <u>a/</u>	281 297
UIT <u>c/</u>	4 137	523	4 660	4 118	531	4 649	10 486	531	11 017
OMM	2 987,2	752	3 739,2	2 987,2	752	3 739,2	3 108,4	301,5	3 409,9
OMI	-	1 702	1 702	-	1 937	1 937	-	2 346	2 346
OMPI	3 067	750	3 817	3 115	907	4 022	3 456	994	4 450
AIEA	15 400	300	15 700	17 600	400	18 000	19 300	500	19 800
ONUDI	2 921,2	25 056,5	27 977,7	4 072,6	24 787	28 859,6	4 931	24 200	29 131
Total partiel (institutions spécialisées et AIEA)	324 738,4	88 033,5	412 771,9	335 013,8	96 518,0	431 531,8	362 210,4	97 346,5	459 556,9
ONU	12 850,8	32 872,7	45 723,5	19 567,6	27 380,0	46 947,6	17 906,4	28 411,1	46 317,5
Total général	337 589,2	120 906,2	458 495,4	354 581,4	123 898,0	478 479,4	380 116,8	125 757,6	505 874,4

a/ Chiffres fondés sur des estimations.

b/ Les chiffres ont été actualisés afin de tenir compte du montant estimatif des engagements effectifs.

c/ En dehors des montants indiqués ci-dessus sous cette rubrique, les dépenses d'appui excédentaires ne peuvent pas être financées au moyen du budget ordinaire.

/...

Tableau D.1

Fonds extra-budgétaires gérés par les organismes du système des Nations Unies

Montants en espèces reçus à titre de contributions volontaires (1987-1988) a/

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	Etats Membres b/		Etats non membres b/		Autres contributions importantes c/		Total	
	1987	1988	1987	1988	1987	1988	1987	1988
ONU d/	164 591,3	228 817,3	4 692,6	6 324,7	1 938,8	2 275,5	171 222,7	237 417,5
UNICEF	275 825,4	337 290,1	9 441,8	10 372,2	5 982,0	-	291 249,2	347 662,3
PNUD e/	1 066 955,1	1 129 171,4	43 705,9	48 165,9	3 035,0	806,3	1 113 696,0	1 178 143,6
PAM	212 651,4	290 166,8	2 936,6	-	10 378,0	12 031,9	225 966,0	302 198,7
UNRWA f/	140 856,6	149 621,1	1 975,1	2 171,2	28 100,0	28 412,9	170 931,7	180 205,2
FNUAP	145 254,6	163 421,7	3 978,0	4 460,1	-	-	149 232,6	167 881,8
OIT	52 906,5	44 815,0	85,6	135,9	18 075,3	12 153,9	71 067,4	57 104,8
FAO	115 232	156 520	4 421	3 317	6 612	2 572	126 265	162 409
Unesco	25 930	15 460	1 375	609	1 256	3 167	28 561	19 236
OMS	85 538	206 866	1 995	12 254	2 790	2 314	90 323	221 434
OACI	11 489	14 532	-	-	-	-	11 489	14 532
UPU	380,8	271,1	44,1	41,7	-	-	424,9	312,8
UIT g/	38	69	-	-	-	278	38	347
OMM	4 325,8	6 861	-	-	302,9	234,5	4 628,7	7 095,5
OMI	6 293	6 976	13	-	1 395	473	7 701	7 449
OMPI	828	866	-	-	-	-	828	866
AIEA	36 998	31 642,5	521,8	525,5	-	-	37 519,8	32 168
HCR	358 313,8	351 411,5	16 322,8	8 853,5	7 911,4	15 536,4	382,548,0	375 801,4
ONUDI	26 210	45 683	-	-	1 431	2 825	27 641	48 508
Total	2 730 617,3	3 180 461,5	91 508,3	97 230,7	89 207,4	83 080,4	2 911 333,0	3 360 772,6

a/ Les données correspondent aux chiffres contenus dans l'additif au rapport du Comité des contributions [Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 11 (A/44/11)].

b/ Certains Etats Membres de l'ONU peuvent ne pas être membres d'autres organisations et certains Etats non membres de l'ONU peuvent être membres d'autres organisations.

c/ Provenant du Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND), de la Communauté économique européenne (CEE) et de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

d/ Y compris les fonds d'affectation spéciale gérés par l'ONU, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), y compris le Fonds "Dons à des fins spéciales", le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (Fonds pour l'environnement seulement).

e/ Y compris les fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD.

f/ Y compris les projets spéciaux, mais non compris les programmes de secours d'urgence à Gaza, sur la Rive occidentale et au Liban.

g/ Les contributions reçues de sources extra-budgétaires pour les activités d'assistance technique sont considérées comme des fonds d'affectation spéciale et figurent donc au tableau D.2.

/...

Tableau D.2

Fonds extra-budgétaires gérés par les organismes du système
des Nations Unies : Dépenses engagées au titre de fonds
extra-budgétaires (1987-1988)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	1987	1988
ONU <u>a/</u>	899 267,0	1 081 850,3
UNICEF	478 571,0	516 139,3
PNUD <u>b/</u>	217 508,0	271 784,7
PAM	737 800,0	1 117 400,0
UNRWA	207 419,5	230 874,0
FNUAP	66 696,6	89 955,9 <u>c/</u>
OIT	103 943,0	118 860,0
FAO	311 688,0	353 031,0
Unesco	67 000,0	71 900,0
OMS	296 450,0	230 928,0 <u>d/</u>
OACI	48 532,0	55 282,0
UPU	451,0	570,9
UIT	33 549,0	37 373,0
OMM	17 296,9	<u>e/</u>
OMI	13 933,0	14 686,1
OMPI	4 786,8	5 577,1
AIEA	54 693,0	70 850,0
ONUDI <u>f/</u>	97 700,0	119 780,0
Total	3 657 284,8	4 386 842,3

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau D.2)

a/ Y compris les dépenses financées par le Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement et engagées par des organes qui ne figurent pas dans le rapport du Comité administratif de coordination; comprend également les dépenses engagées au titre des fonds volontaires du HCR et du Centre du commerce international.

b/ Y compris les dépenses au titre d'activités financées par le PNUD et engagées par des organes qui ne figurent pas dans le rapport du Comité administratif de coordination.

c/ Par suite d'un changement de politique budgétaire, le montant pour 1988 comprend les services d'appui aux bureaux extérieurs tandis que ce n'était pas le cas pour 1987. En conséquence, les deux séries de chiffres ne sont plus comparables. Les dépenses des services extérieurs en 1987 se sont élevées à 5 642 366 dollars.

d/ Non compris les dépenses effectuées en 1988 par l'OPS et l'Organisation internationale de recherche sur le cancer.

e/ Les chiffres ne sont pas disponibles; cette organisation ayant un budget biennal et les comptes de 1988 n'ayant pas été clos.

f/ Exécution de programmes de coopération technique financés par des sources diverses.

Tableau E

Fonds de roulement (1990)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	Montant brut des crédits ouverts ou demandés pour 1990	Montant brut des crédits ouverts ou demandés pour tout l'exercice	Fonds de roulement	Pourcentage de la 3e colonne par rapport à la 1re colonne	Pourcentage de la 3e colonne par rapport à la 2e colonne
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
OIT	178 512	357 023	20 079	11,25	5,62
FAO	321 880	643 760	20 000	6,21	3,11
Unesco	187 786 <u>a/</u>	375 573 <u>a/</u>	15 000	7,99	3,99
OACI	36 726 <u>b/</u>	115 532 <u>b/ c/</u>	4 200 <u>b/</u>	11,43	3,63
UPU <u>d/</u>	-	-	-	-	-
OMS	363 050	726 100	11 135	3,07	1,53
UIT <u>d/</u>	-	-	-	-	-
OMM	26 309	101 797 <u>e/</u>	1 935	7,35	1,90
OMI	18 171	36 359	2 150 <u>f/</u>	11,8	5,9
OMPI	47 259 <u>b/</u>	94 518 <u>b/</u>	5 299	11,2	5,6
AIEA	162 832 <u>g/</u>	162 832	6 000 <u>h/</u>	3,7	3,7
ONU	991 931,7 <u>b/</u>	1 983 863,4 <u>b/</u>	100 000	10,08	5,04
ONUDI	94 712,5	164 368,1	9 000	9,5	5,5

a/ Montant proposé soumis pour approbation à la Conférence générale à sa vingt-cinquième session (octobre-novembre 1989).

b/ Montants proposés.

c/ Budget triennal (1990-1991 et 1992).

d/ Cette organisation n'a pas de fonds de roulement.

e/ L'exercice porte sur la période 1988-1991. Le montant du Fonds de roulement s'élève à 3 232 095 francs suisses. Le budget brut pour 1989, le budget brut pour l'exercice et le Fonds de roulement ont été convertis en dollars des Etats-Unis au taux de 1 dollar pour 1,67 franc suisse.

f/ Le Fonds de roulement s'élève à 1 250 000 livres sterling, converties en dollars des Etats-Unis au taux de 1,72 dollar pour 1 livre sterling.

g/ Le budget de l'AIEA est exprimé en chiffres nets. Il n'est pas tenu compte des contributions du personnel.

h/ En attendant que ce montant soit approuvé par la Conférence générale.

/...

Tableau F
Barèmes des quotes-parts applicables à l'année 1990
(En pourcentage)

Membres a/	ONU b/	OIT	FAO c/	Unesco d/	OACI e/	UPU	OMS	UIT	OMM	OMI f/	OMPI g/	AIEA h/	ONU/DI i/
Afghanistan	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	-	0,007	0,01
Afrique du Sud	0,45	-	-	-	0,50	-	0,44	0,25	0,02	-	1,59	0,298	-
Albanie	0,01	-	0,01	0,01	-	0,10	0,01	0,06	0,02	-	-	0,007	0,01
Algérie	0,15	0,15	0,18	0,15	0,31	0,51	0,15	0,25	0,13	0,26	0,33	0,099	0,15
Allemagne, République fédérale d'	8,08	8,02	9,65	7,99	6,48	5,10	7,93	7,46	7,41	1,27	5,43	8,290	8,18
Angola	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,05	0,04	-	0,01
Antigua-et-Barbuda	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	-	0,01	0,03	-	0,10	-	-	-
Antilles néerlandaises	-	-	-	-	-	0,10	-	-	0,02	-	-	-	-
Arabie saoudite	1,02	1,01	1,22	1,01	1,05	2,55	1,00	2,49	0,74	0,66	0,37	1,048	1,03
Argentine	0,66	0,65	0,79	0,65	0,51	1,53	0,65	0,75	0,82	0,52	0,48	0,442	0,67
Australie	1,57	1,56	1,88	1,55	1,68	2,55	1,54	4,48	1,65	0,69	3,26	1 608	-
Autriche	0,74	0,73	0,88	0,73	0,57	0,51	0,73	0,25	0,70	0,14	1,76	0,757	0,75
Bahamas	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,10	0,02	0,12	0,02	0,10	0,16	-	0,02
Bahrein	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,10	0,02	0,12	0,03	0,04	-	-	0,02
Bangladesh	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	1,02	0,01	0,03	0,03	0,12	0,04	0,009	0,01
Barbade	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	0,17	-	0,01
Belgique	1,17	1,16	1,40	1,16	1,01	1,53	1,15	1,24	1,22	0,63	3,26	1,204	1,19
Belize	0,01	0,01	0,01	0,01	-	0,10	-	0,03	0,02	-	-	-	0,01
Bénin	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,06	0,02	0,02	0,17	-	0,01
Bhoutan	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	-	-	-	-	0,01
Bolivie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	-	0,007	0,01
Botswana	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,12	0,02	-	-	-	0,01
Brésil	1,45	1,44	1,73	1,43	1,57	2,55	1,42	0,75	1,37	1,56	0,62	0,948	1,47
Brunéi Darussalam	0,04	-	-	-	0,06	0,10	0,04	0,12	0,04	0,11	-	-	-
Bulgarie	0,15	0,15	0,18	0,15	0,13	0,31	0,15	0,25	0,22	0,38	0,48	0,101	0,15
Burkina Faso	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,16	-	0,01
Burundi	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,10	-	0,01
Cameroun	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,12	0,02	0,04	0,28	0,007	0,01
Canada	3,09	3,07	3,69	3,05	2,90	5,10	3,03	4,48	2,94	0,89	2,39	3,164	3,13
Cap-Vert	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	-	-	0,01
Chili	0,08	0,08	0,10	0,08	0,13	0,51	0,08	0,25	0,14	0,19	0,18	0,055	0,08
Chine	0,79	0,78	0,94	0,78	0,73	2,55	0,77	2,49	1,55	3,08	1,52	0,633	0,80
Chypre	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,10	0,02	0,06	0,03	4,28	0,16	0,014	0,02
Colombie	0,14	0,14	0,17	0,14	0,23	0,31	0,14	0,25	0,17	0,15	0,06	0,095	0,14
Comores	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	-	-	0,01
Congo	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,12	0,02	0,02	0,16	-	0,01
Costa Rica	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,10	0,02	0,06	0,04	0,02	0,06	0,014	0,02
côte d'Ivoire	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,31	0,02	0,25	0,04	0,05	0,28	0,014	0,02
Cuba	0,09	0,09	0,11	0,09	0,11	0,31	0,09	0,12	0,14	0,26	0,10	0,061	0,09
Danemark	0,69	0,68	0,82	0,68	0,54	1,02	0,68	1,24	0,72	1,13	2,21	0,706	0,70

Tableau F (suite)

Membres a/	ONU b/	OIT	FAO c/	Unesco d/	OACI e/	UPU	OMS	UIT	OMW	OMI f/	OMPI g/	AIEA h/	ONUDI i/
Djibouti	0,01	0,01	0,01	-	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	-	-	-
Dominique	0,01	0,01	0,01	0,01	-	0,10	0,01	-	0,02	0,02	-	-	0,01
Egypte	0,07	0,07	0,08	0,07	0,21	1,02	0,07	0,25	0,14	0,34	0,51	0,048	0,07
El Salvador	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	0,04	0,007	0,01
Emirats arabes unis	0,19	0,19	0,23	0,19	0,23	0,10	0,19	0,25	0,17	0,24	0,11	0,197	0,19
Equateur	0,03	0,03	0,04	0,03	0,07	0,10	0,03	0,12	0,05	0,12	0,04	0,020	0,03
Espagne	1,95	1,94	2,33	1,93	1,73	2,55	1,91	1,99	1,79	1,16	2,79	2,002	1,98
Etats-Unis d'Amérique	25,00	25,00	25,00	-	25,00	5,10	25,00	7,46	24,65	5,53	5,43	25,937	25,00
Ethiopie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,04	-	0,007	0,01
Fidji	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	0,06	-	0,01
Finlande	0,51	0,51	0,61	0,50	0,44	1,02	0,50	1,24	0,50	0,28	2,21	0,519	0,52
France	6,25	6,21	7,47	6,18	5,50	5,11	6,13	7,46	5,91	1,41	5,54	6,412	6,33
Gabon	0,03	0,03	0,04	0,03	0,06	0,10	0,03	0,12	0,03	0,02	0,16	0,031	0,03
Gambie	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	0,04	-	0,01
Ghana	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,06	0,02	0,05	0,10	0,007	0,01
Grèce	0,40	0,40	0,48	0,39	0,44	0,31	0,39	0,25	0,38	5,17	0,68	0,261	0,41
Grenade	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,03	-	-	-	-	0,01
Guatemala	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,31	0,02	0,06	0,04	0,02	0,04	0,014	0,02
Guinée	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	0,16	-	0,01
Guinée-Bissau	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	0,10	-	0,01
Guinée équatoriale	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	-	0,02	-	-	0,01
Guyana	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	-	-	0,01
Haiti	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,16	0,04	0,007	0,01
Honduras	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	0,04	-	0,01
Hong-kong	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	0,85 1/	-	-	-
Hongrie	0,21	0,21	0,25	0,21	0,11	0,51	0,20	0,25	0,30	0,07	0,74	0,156	0,21
Iles Cook	-	-	0,01 1/	-	0,06	-	0,01	-	-	-	-	-	-
Iles Salomon	0,01	0,01	0,01	-	0,06	0,10	0,01	0,03	0,02	0,02	-	-	-
Inde	0,37	0,37	0,44	0,36	0,54	2,55	0,36	2,49	0,67	1,51	0,58	0,262	0,38
Indonésie	0,15	0,15	0,18	0,15	0,43	1,02	0,15	0,25	0,26	0,55	0,30	0,102	0,15
Iran (République islamique d')	0,69	0,68	0,82	0,68	0,73	0,51	0,68	0,25	0,56	1,09	0,30	0,454	0,70
Iraq	0,12	0,12	0,14	0,12	0,32	0,31	0,12	0,06	0,12	0,27	0,10	0,079	0,12
Irlande	0,18	0,18	0,21	0,18	0,18	1,02	0,18	0,50	0,20	0,09	2,21	0,187	0,18
Islande	0,03	0,03	0,04	0,03	0,07	0,10	0,03	0,06	0,05	0,07	0,16	0,031	-
Israël	0,21	0,21	0,25	0,21	0,36	0,31	0,20	0,25	0,24	0,18	0,65	0,218	0,21
Italie	3,99	3,96	4,77	3,94	3,51	2,55	3,91	2,49	3,36	2,03	3,31	4,098	4,04
Jamaïque	0,28	0,28	0,33	0,28	0,24	0,51	0,27	0,37	0,22	0,28	0,48	0,290	0,28
Jamaïque	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,04	0,02	0,04	0,007	0,01
Japon	11,38	11,30	13,59	11,25	10,46	5,10	11,17	7,46	8,53	8,13	4,91	11,672	11,52
Jordanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,13	0,10	0,01	0,12	0,02	0,02	0,10	0,007	0,01
Kampuchea démocratique	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,12	0,02	0,02	-	0,007	-
Kenya	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,06	0,02	0,02	0,30	0,007	0,01
Kiribati	-	-	-	-	0,06	0,05	0,01	0,03	-	-	-	-	-
Koweït	0,29	0,29	0,35	0,29	0,34	1,02	0,28	0,25	0,24	0,26	-	0,301	0,29
Lesotho	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,04	-	0,01

Tableau F (suite)

Membres a/	ONU b/	OIT	FAO c/	Unesco d/	OACI e/	UPU	OMS	UIT	OMM	OMI f/	OMPI e/	AIEA g/	ONUDI e/
Liban	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,12	0,29	0,007	0,01
Libéria	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	11,53	0,06	0,007	-
Liechtenstein	0,01 h/	-	-	-	-	0,10	-	0,12	-	-	0,17	0,010	-
Luxembourg	0,06	0,06	0,07	0,06	0,06	0,31	0,06	0,12	0,07	-	0,22	0,062	0,06
Madagascar	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,06	0,02	0,05	0,28	0,007	0,01
Malaisie	0,11	0,11	0,13	0,11	0,26	0,31	0,11	0,75	0,16	0,43	0,10	0,073	0,11
Malawi	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,10	-	0,01
Maldives	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,03	0,02	0,05	-	-	-
Mali	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,16	0,007	0,01
Malte	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,65	0,16	-	0,01
Maroc	0,04	0,04	0,05	0,04	0,09	0,51	0,04	0,25	0,08	0,13	0,51	0,027	0,04
Maurice	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,06	0,16	0,007	0,01
Mauritanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	0,16	-	0,01
Mexique	0,94	0,93	1,12	0,93	1,05	1,02	0,92	0,25	0,87	0,42	1,59	0,625	0,95
Monaco	0,01 h/	-	-	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	-	-	0,22	0,010	-
Mongolie	0,01	0,01	0,01	0,01	-	0,10	0,01	0,06	0,02	-	0,10	0,007	0,01
Mozambique	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	-	-	0,01
Myanmar	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,12	0,02	0,09	-	0,007	-
Namibie	-	0,01	0,01 i/	-	-	-	0,01	0,00	-	-	-	-	-
Nauru	0,01 h/	-	-	-	0,06	0,10	-	0,03	-	-	-	-	-
Népal	0,01	0,01	0,01	0,01	-	0,31	0,01	0,03	0,02	0,02	-	-	0,01
Nicaragua	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	0,04	0,007	0,01
Niger	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,03	0,02	-	0,16	0,007	0,01
Nigéria	0,20	0,20	0,24	0,20	0,27	1,02	0,20	0,50	0,21	0,19	0,30	0,132	0,20
Norvège	0,55	0,55	0,66	0,54	0,47	1,02	0,54	1,24	0,55	2,25	2,21	0,560	0,56
Nouvelle-Calédonie	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	0,24	0,24	0,29	0,24	0,36	1,53	0,23	0,50	0,32	0,13	0,80	0,249	0,24
Oman	0,02	-	0,02	0,02	0,07	0,10	0,02	0,12	0,03	0,02	-	-	0,02
Ouganda	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,10	0,007	0,01
Pakistan	0,06	0,06	0,07	0,06	0,25	1,53	0,06	0,50	0,10	0,14	0,18	0,042	0,06
Panama	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,10	0,02	0,12	0,04	10,34	0,04	0,014	0,02
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,12	0,02	0,02	-	-	0,01
Paraguay	0,03	0,03	0,04	0,03	0,06	0,10	0,03	0,12	0,03	-	0,04	0,020	0,03
Pays-Bas	1,65	1,64	1,97	1,63	1,79	1,53	1,62	2,49	1,57	1,00	3,32	1,691	1,67
Pérou	0,06	0,06	0,07	0,06	0,08	0,31	0,06	0,06	0,13	0,21	0,06	0,041	0,06
Philippines	0,09	0,09	0,11	0,09	0,26	0,10	0,09	0,25	0,18	2,21	0,48	0,063	0,09
Pologne	0,56	0,56	0,67	0,55	0,38	0,51	0,55	0,50	0,82	0,90	0,68	0,432	0,57
Portugal	0,18	0,18	0,21	0,18	0,22	0,51	0,18	0,25	0,20	0,28	1,88	0,121	0,18
Qatar	0,05	0,05	0,06	0,05	0,07	0,51	0,05	0,12	0,05	0,10	0,11	0,052	0,05
République arabe syrienne	0,04	0,04	0,05	0,04	0,11	0,10	0,04	0,12	0,07	0,04	0,30	0,027	0,04
République centrafricaine	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,16	-	0,01
République de Corée	0,22 h/	-	0,26 j/	0,22	0,79	1,02	0,21	1,24	0,19	1,79	0,30	0,198	0,22
République démocratique allemande	1,28	1,27	-	1,26	-	1,53	1,26	0,75	1,35	0,47	2,72	1,307	1,30
République démocratique populaire lao	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	-	-	0,01
République dominicaine	0,03	0,03	0,04	0,03	0,06	0,10	0,03	0,12	0,05	0,02	0,30	0,020	0,03

Tableau F (suite)

Membres a/	ONU b/	OIT	FAO c/	Unesco d/	OACI e/	UPU	OMS	UIT	OMM	OMI f/	OMPI g/	AIEA h/	ONUUI i/
République populaire démocratique de Corée	0,05 h/	-	0,06 j/	0,05	0,06	1,02	0,05	0,06	0,06	0,12	0,10	0,034	0,05
République socialiste soviétique de Biélorussie	0,33	0,33	-	0,33	-	0,31	0,32	0,12	0,38	-	0,04	0,342	0,34
République socialiste soviétique d'Ukraine	1,25	1,24	-	1,23	-	1,02	1,23	0,25	1,36	-	0,04	1,287	1,27
République-Unie de Tanzanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	0,10	0,007	-
Roumanie	0,19	0,19	0,23	0,19	0,25	0,31	0,19	0,12	0,25	0,88	0,48	0,131	0,19
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4,86	4,83	5,80	-	5,20	5,10	4,77	7,46	4,97	3,83	5,43	4,990	4,92
Rwanda	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,16	-	0,01
Saint-Marin	0,01 h/	0,01	-	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	-	-	0,30	-	-
Saint-Siège	0,01 h/	-	-	-	-	0,10	-	0,06	-	-	0,16	0,010	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,03	-	0,23	-	-	0,01
Saint-Kitts-et-Nevis	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	-	-	-	-	-	0,01
Sainte-Lucie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	-	0,02	0,02	-	-	0,01
Samoa	0,01	-	0,01	0,01	-	-	0,01	0,03	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	-	-	0,01
Sénégal	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,25	0,02	0,02	0,28	0,007	0,01
Seychelles	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	-	0,02	0,02	-	-	0,01
Sierra Leone	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	0,04	0,007	0,01
Singapour	0,11	0,11	-	-	0,69	0,10	0,11	0,25	0,10	1,72	-	0,072	-
Somalie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	0,04	-	0,01
Soudan	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,05	0,10	0,007	0,01
Sri Lanka	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,51	0,01	0,12	0,02	0,12	0,16	0,007	0,01
Suède	1,21	1,20	1,45	1,20	0,92	1,53	1,19	2,49	1,29	0,63	3,32	1,245	1,23
Suisse	1,08 h/	1,07	1,29 j/	1,07	1,18	1,53	1,06	2,49	1,12	0,20	3,31	1,110	1,09
Suriname	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	0,02	0,22	-	0,01
Swaziland	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,06	0,02	-	0,04	-	0,01
Tchad	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	-	0,16	-	-
Tchécoslovaquie	0,66	0,65	0,79	0,65	0,43	1,02	0,65	0,50	0,77	0,13	2,21	0,674	0,67
Territoires britanniques d'outre-mer	-	-	-	-	-	0,51	-	-	0,02 j/	-	-	-	-
Territoires français d'outre-mer	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	-	-	-	-
Thaïlande	0,10	0,10	0,12	0,10	0,38	0,31	0,10	0,37	0,15	0,17	0,06	0,068	0,10
Togo	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,06	0,02	0,02	0,16	-	0,01
Tonga	0,01 h/	-	0,01 j/	0,01	0,06	0,10	0,01	0,03	-	-	-	-	0,01
Trinité-et-Tobago	0,05	0,05	0,06	0,05	0,11	0,10	0,05	0,25	0,05	0,02	0,16	-	0,05
Tunisie	0,03	0,03	0,04	0,03	0,06	0,51	0,03	0,25	0,05	0,09	0,17	0,020	0,03
Turquie	0,32	0,32	0,38	0,32	0,29	0,51	0,31	0,25	0,38	0,85	0,48	0,215	0,32
Tuvalu	0,01 h/	-	-	-	-	0,05	-	-	-	-	-	-	-
Union des Républiques socialistes soviétiques	9,99	9,92	-	9,87	7,88	2,55	9,80	7,46	10,23	6,33	4,05	10,250	10,12
Uruguay	0,04	0,04	0,05	0,04	0,06	0,31	0,04	0,12	0,08	0,06	0,16	0,027	0,04
Vanuatu	0,01	-	0,01	-	0,06	0,10	0,01	0,03	0,02	0,21	-	-	0,01
Venezuela	0,57	0,57	0,68	0,56	0,49	0,31	0,56	0,50	0,57	0,32	0,18	0,372	0,58

/...

Tableau F (suite)

Membres a/	ONU b/	OIT	FAO c/	Unesco d/	OACI e/	UPU	OMS	UIT	OMM	OMI f/	OMPI e/	AIEA g/	ONUDI e/
Viet Nam	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,10	0,01	0,12	0,02	0,10	0,10	0,008	0,01
Yémen	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,06	0,02	0,07	0,04	-	0,01
Yémen démocratique	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,05	0,01	0,03	0,02	0,02	-	-	0,01
Yougoslavie	0,46	0,46	0,55	0,45	0,47	0,51	0,45	0,25	0,47	0,89	0,52	0,301	0,47
Zaire	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,12	0,02	0,04	0,48	0,007	0,01
Zambie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,31	0,01	0,06	0,02	-	0,10	0,007	0,01
Zimbabwe	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,31	0,02	0,12	0,03	-	0,16	0,014	0,02

a/ Un tiret (-) figurant en regard du nom d'un pays ou territoire indique que celui-ci n'est pas membre de l'organisation en question ou que sa quote-part n'a pas été fixée.

b/ Barème approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/223 du 21 décembre 1988.

c/ Ce barème découle directement du barème des quotes-parts de l'ONU pour 1989-1991 adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/223.

d/ Les taux de contribution pour l'Unesco ne sont pas des pourcentages mais des fractions d'un barème se chiffrant au total à 70.10. Les taux de contribution proposés sont soumis pour approbation à la Conférence générale à sa vingt-cinquième session, qui doit se tenir en octobre-novembre 1989.

e/ Barème proposé.

f/ Contributions mises en recouvrement pour 1989.

g/ Compte tenu de principes spéciaux en matière de contributions applicables à l'élément du budget ordinaire relatif aux garanties, les chiffres du barème final comprennent trois décimales.

h/ Pays non membre de l'ONU; la quote-part est appliquée pour les activités de l'ONU auxquelles il participe.

i/ Le secrétariat du Comité des contributions de l'ONU a indiqué que la quote-part "théorique probable" de ce membre de la FAO, qui n'est pas membre de l'ONU, correspondrait à la quote-part minimum (0,01 %).

j/ Le taux de contribution de ces membres de la FAO, qui ne sont pas membres de l'ONU, est calculé sur la base du taux auquel ils sont appelés, par l'ONU, à verser des contributions au titre de certaines activités de l'Organisation.

k/ Par la résolution 38 (cg-VII), ce pays a été suspendu de l'exercice de ses droits et de la jouissance de ses privilèges en tant que membre de l'OMM.

l/ Membre associé.

Tableau G
Recouvrement des contributions (1988-1989)

Organisation	Pourcentage des contributions de l'année en cours acquittées au				Total de toutes les contributions non acquittées au 30 septembre (quelle que soit l'année de compte) (en milliers de dollars des Etats-Unis)	
	30 juin		30 septembre		1988	1989
	1988	1989	1988	1989		
OIT	64,39	54,75	67,54	64,20	83 815	114 524
FAO	53,03	45,82	61,92	63,07	152 335,2	185 644,9
Unesco	60,16	56,80	84,06	88,08	37 688	38 621
OACI	50,49	37,3	61,84	64,78	16 813	16 770
UPU	87,22	89,39	88,79	90,17	5 249	4 852,1
OMS	54,18	36,74	66,22	56,15	128 871	162 778
UIT	92,89	92,94	93,32	94,23	21 006	18 597
OMM	61,21	63,05	64,74	63,95	21 613	16 398,6 <u>a/</u>
OMI	64,21	54,01	68,81	68,14	7 269,4	8 654,3 <u>b/</u>
OMPI	64,33	69,61	81,1	81,7	8 989	9 385 <u>a/</u>
AIEA	58,22	46,31	70,38	69,41	52 768 <u>c/</u>	52 354 <u>d/</u>
ONU	56,52	48,01	63,31	64,57	574 595	609 635
ONUDI	53,20	37,18	59,28	60,92	43 938 <u>c/</u>	46 591 <u>d/</u>

a/ Au taux de change de 1 dollar des Etats-Unis pour 1,44 franc suisse.

b/ Au taux de change (en octobre 1989) de 1,61 dollar des Etats-Unis pour une livre sterling (pour la fraction du montant considéré qui est libellée en livres sterling).

c/ Au taux de change de 1 dollar des Etats-Unis pour 13,10 schillings autrichiens.

d/ Au taux de change de 1 dollar des Etats-Unis pour 13,80 schillings autrichiens.

/...

Notes

1/ La résolution 14 (I) de l'Assemblée générale, en date du 13 février 1946, stipule notamment que l'une des fonctions du Comité consultatif est d'"examiner au nom de l'Assemblée générale les budgets administratifs des institutions spécialisées et les propositions visant les arrangements financiers et budgétaires à conclure avec ces institutions".

2/ Les montants des budgets ordinaires approuvés qui figurent dans ces tableaux peuvent varier par rapport à ceux qui figuraient dans les rapports précédents du Comité consultatif. Ces divergences sont dues aux différences de présentation, notamment à l'utilisation de taux de change différents.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 11 (A/44/11 et Add.1).

4/ E/1988/78 et Corr.1.
